

vaudra 13 ans au Venezuela »



Le groupe suédois s'est fixé l'ambition d'embaucher 80 réfugiés stagiaires sur trois ans. © MARIA TIMOFEEVA.

permet de prendre le temps d'apprendre le métier», précise Alice Moyon. «Deux fois par an, on estime nos besoins en personnel, et à ce moment-là, les personnes qui sont passées par le stage peuvent candidater.» Ikea, qui dit promouvoir la diversité et l'égalité, indique avoir «cherché la solution la plus appropriée pour le réfugié lui-même, avec une indemnité qui respecte les normes en vigueur du marché du travail». Le stage est rémunéré à hauteur de 650 euros par mois, ce à quoi les bénéficiaires peuvent ajouter leur revenu social, un brin minoré. De quoi crisper le syndicat CSC et sa responsable nationale Migrants, Amélie Rodriguez : «Si Ikea veut vraiment intégrer des réfugiés, qu'il les engage directement ! C'est juste une façon de rémunérer moins un public précaire, qui travaillera plus et qui n'aura pas les mêmes revendications syndicales. C'est profiter de leur situation que de leur offrir ce stage.»

Pour Abdelali Hammout comme pour Convivial, seule compte la plus-value pour les réfugiés. Même s'il faut reconnaître que «pour Ikea, c'est aussi un canal de recrutement au coût raisonnable. Mais c'est la première fois qu'on est face à un projet aussi ambitieux de la part d'une entreprise de cette taille. Pour l'instant, on n'a eu que des bons retours». Si 80 stagiaires représentent finalement peu en comparaison aux 3.000 demandeurs d'emploi réfugiés que recense Actiris, voire aux 4.500 personnes qu'emploie Ikea en Belgique, ce genre d'initiatives change la donne : «On aide un public très fragile, qui n'a pas les mêmes repères que des gens qui vivent ici depuis des années. Pour beaucoup de bénéficiaires du programme, ça a été un catalyseur de leur parcours professionnel.»



Découvrez le jeu en ligne vous permettant de vivre le parcours d'un réfugié arrivé en Belgique (journalisme.ulb.ac.be/lesoir).

formation Les cours de langue passent à côté de leur public de réfugiés

AITOR BENITEZ (ST.)

À la fin du premier semestre, on reçoit nos résultats et c'est l'hécatombe. En 2018, alors qu'il est réfugié, Ahmad Wali Ahmad Yar suit un cours de français à l'EPFC, à Bruxelles. Le constat est amer. «En classe, la moitié des étudiants étaient européens et l'autre moitié venaient du Moyen-Orient. Si tous ceux originaires d'Europe ont réussi leur module de langue française, je suis le seul étudiant non européen à y être parvenu. Pourtant, Dieu sait que mes camarades avaient un niveau d'éducation équivalent à celui des apprenants européens. Ce n'est ni une question d'intelligence ni de bon vouloir», déplore l'Afghan, dérangé par cette expérience.

Plusieurs mois plus tard, il publie avec sa compagne, Morgane Jourdain, alors docteurante en linguistique à la KU Leuven, une étude sur l'enseignement des langues destinée aux migrants. Celle-ci confirme son sentiment : un même cours ne convient pas de façon homogène à tous les migrants, selon leur profil (d'Europe, hors Europe, sous protection internationale). Les chercheurs ont notamment concentré leur travail sur les défis propres aux bénéficiaires d'une protection internationale (65 % des 89 participants). Ce public est considéré comme plus vulnérable dans la mesure où seul un tiers d'entre eux ont entrepris des études supérieures (contre 90 % pour les autres migrants). Premier constat : un réfugié sur deux a redoublé au moins un module, contre un sur dix pour les autres catégories de participants, sans qu'il n'y ait de corrélation entre le niveau d'études et la réussite.

Donner des cours dans la langue de l'apprenant ?

Parmi les difficultés pratiques remontées par les migrants : des classes trop chargées ne permettant pas une participation active de tous et des horaires qui empêchent de conjuguer travail et obligations familiales. Nombre d'apprenants préféreraient des leçons condensées pendant les vacances scolaires ou des cours en soirée. Concernant le

A suivre

Samedi 16 avril
« Attente interminable, entretien traumatisant et incertitude sur l'avenir : quand demander l'asile abîmé »

contenu, si les différentes catégories « d'élèves » déplorent le manque de pratique orale et une matière trop dense loin du quotidien, les réfugiés, spécifiquement, disent tout simplement ne pas comprendre ce que dit le professeur. 70 % d'entre eux ont suivi des cours donnés uniquement en français ou néerlandais, même ceux avec un faible taux d'alphabétisation, ce qui contribue au décrochage quasi immédiat d'une partie de la classe. Dans les premiers mois d'apprentissage, l'usage de la langue maternelle des apprenants pourrait être bénéfique afin d'expliquer les fondamentaux de la langue cible, estiment les chercheurs. Un idéal impossible en pratique, relève un professeur de français langue étrangère (FLE). Ce que conteste Ahmad Wali Ahmad Yar,

Si tous ceux originaires d'Europe ont réussi leur module de langue française, je suis le seul étudiant non européen à y être parvenu

Ahmad Wali Ahmad Yar
Etudiant en cours de français et aujourd'hui doctorant



qui estime que la formule serait envisageable pour les principaux groupes partageant la même langue. La Commission communautaire commune (Cocof) n'a jamais envisagé cette piste. «Beaucoup de choses ont changé depuis 2019 : on a augmenté le nombre de modules avec les opérateurs agréés, mais on a également conventionné des modules linguistiques en promotion sociale», détaille Laurent Durvieux, attaché au service cohésion sociale de la Cocof. «Des modules d'alphabet latin ont été également mis sur pied. Malgré tout, le problème n'est pas tant que l'offre corresponde à la demande, mais surtout de limiter le nombre d'abandons. Les primo-arrivants sont confrontés à d'autres difficultés. Les horaires notamment.»

Morgane Jourdain, aujourd'hui chercheuse post-doctorale à l'Université de Zurich, compte mener une seconde recherche explorant une méthode d'enseignement «actionnelle». L'idée est d'utiliser des situations scénarisées pour répondre aux besoins des apprenants, par exemple afin de se rendre à la commune ou encore organiser une fête d'anniversaire... Une approche jugée plus pragmatique et motivante pour les élèves. Ahmad Wali Ahmad Yar, aujourd'hui doctorant en philosophie à la VUB, s'est quant à lui donné la mission de porter cette recherche au niveau politique.

SANTÉ

Des médicaments manquants en pharmacie

Face à la montée des cas de grippe et aux refroidissements saisonniers, les réserves de certaines pharmacies belges diminuent.

ARTHUR PARZYSZ (ST.)

Alors que nous vivons un début de printemps encore hésitant, de nombreux cas de grippe se sont ajoutés aux contaminations dues au covid et à des refroidissements saisonniers. Ce qui a poussé de nombreux Belges dans les pharmacies. Sauf que dans certaines d'entre elles, on explique manquer de médicaments pour soigner ces symptômes. C'est le cas au sein de la pharmacie Grand-Place à Tournai. «Depuis trois semaines, on constate beaucoup de manquants dans ce que l'on prescrit énormément, comme des anti-rhumes ou traitements par aérosols», nous explique la gérante. Même constat dans la pharmacie Saint-Géry à Bruxelles où, depuis un mois, «on manque notamment de médicaments pour soigner la fièvre, comme des Nurofen et Perdolan. Surtout des traitements pour enfants», détaille-t-on. Et à la pharmacie des 4 Coins à Namur, «c'est d'anti-fièvre pour les enfants que l'on manque en ce moment».

Cette situation est-elle commune à toutes les pharmacies du royaume ? Difficile à dire pour Nicolas Echement, porte-parole de l'Association des pharmaciens de Belgique : «On entend effectivement qu'il manquerait de médicaments non soumis à prescription pour soigner des symptômes de refroidissement saisonnier. Mais cela reste empirique et la situation est difficile à évaluer», déclare-t-il. Comment alors expliquer les cas de pénurie ? Du côté de Pharma.be, l'association générale de l'industrie du médicament, on explique en tout cas ne pas connaître de soucis de production. Pour Nicolas Echement, «c'est certainement lié au fait qu'on n'ait pas eu beaucoup d'infections grâce aux mesures de distanciation sociale ces dernières années». Face à la recrudescence récente des infections, «un temps d'adaptation de l'offre pharmaceutique est peut-être nécessaire», analyse Alain Chaspierre, collaborateur au sein de la faculté de pharmacie de l'Université de Liège. «C'est un phénomène classique dû au fait que la planification dans l'industrie pharmaceutique se fait avec plusieurs années d'avance.»

Des pénuries structurelles

Si la situation actuelle n'est donc pas tout à fait alarmante, elle ne doit pas faire oublier les pénuries qui touchent le secteur depuis plus d'une décennie. Selon Alain Chaspierre, cette indisponibilité croissante des médicaments s'explique notamment par la pression exercée sur le prix de certains médicaments. «Avec cette pression, on a rationalisé les sites de production au sein de l'industrie pharmaceutique, ce qui fait qu'on travaille à flux tendu», développe-t-il. A cela s'ajoute la production en Asie de 80 à 90 % des matières premières nécessaires aux médicaments, ce qui peut causer des ralentissements dans les livraisons. Une situation qui a donc des conséquences sur le travail quotidien des pharmaciens. «Une étude a calculé qu'un pharmacien passe près de cinq heures par semaine à essayer de trouver des solutions à ces pénuries», conclut Alain Chaspierre. «Il y a peut-être des médicaments qui manquent ce mois-ci, mais c'était déjà le cas le mois d'avant et les précédents.»